

CHRONIQUES

LEGISLATION TURQUE

NOMENCLATURE (*)

Nous retiendrons, pour l'année 1952 et pour le premier semestre de l'année 1953, parmi les lois votées par la Grande Assemblée Nationale Turque et les autres sources du droit public et privé, les normes suivantes :

ANNEE 1952

I — ACTES INTERNATIONAUX (**)

A — ENGAGEMENTS BILATERAUX (par Etats ou Institutions spécialisées) :

ALLEMAGNE FEDERALE DE BONN

Loi No. 5946 du 4.6.1952 (J. off. No. 5133 du 12.6.1952), ratifiant le Protocole signé à Bonn le 26.10.1951 préparé conformément à l'article 7 de l'Accord de commerce du 15.1.1949 entre la Turquie et l'Allemagne de l'Ouest.

BANQUE INTERNATIONALE

Loi No. 5977 du 20.6.1952 (J. off. No. 8144 du 28.6.1952), ratifiant l'Accord de crédit avec ses Annexes, signé et échangé à Columbia le 18.6.1952, pour le financement du barrage de Seyhan, entre la République turque et la Banque internationale pour le Développement et la Reconstruction.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

Loi No. 5947 du 6.6.1952 (J. off. No. 8134 du 13.6.1952),

(*) Voir le No. 2 des ANNALES (1952) p. 439 et sv.

(**) Les textes en sont publiés en turc au Journal officiel (Resmî Gazete).

ratifiant l'Accord signé à Genève le 21.3.1952 entre le Bureau International du Travail et le Gouvernement de la République turque pour l'établissement, à Istanbul, d'un Centre d'action pour la main d'oeuvre dans le Proche et le Moyen Orient (texte anglais publié à la partie documentaire de ce numéro).

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Loi No. 5920 du 28.4.1952 (J. off. No. 8102 du 6.5.1952), ratifiant le Traité d'amitié signé le 28.11.1951 à Washington, entre la République turque et la République dominicaine.

ESPAGNE

Loi No. 5938 du 21.5.1952 (J. off. No. 8120 du 28.5.1952), ratifiant les Accords de commerce et de paiement entre la Turquie et l'Espagne, avec des Annexes, un Protocole, sept Lettres échangées et une Déclaration, signés à Madrid le 19.6.1951.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Décision du Conseil des Ministres No. 3/15401 du 6.6.1951 (J. off. No. 8222 du 2.10.1952), prise conformément aux lois 4582 et 5949, ratifiant l'abrogation de l'Accord de commerce du 1.4.1939 et de la liste de compensation y annexée par suite de lettres échangées à Ankara le 25 juillet 1952.

GRECE

Loi No. 5932 du 12.5.1952 (J. off. No. 8112 du 17.5.1952), ratifiant l'Accord culturel signé à Ankara le 20.4.1951 entre la Turquie et la Grèce.

INDE

Loi No. 5926 du 5.5.1952 (J. off. No. 8108 du 13.5.1952), ratifiant le Traité d'amitié signé à Ankara le 14.12.1951 entre la Turquie et l'Inde.

Loi No. 5933 du 12.5.1952 (J. off. No. 8112 du 17.5.1952), ratifiant l'Accord culturel signé à Ankara le 29.6.1951 entre la Turquie et l'Inde.

ITALIE

Loi No. 5934 du 12.5.1952 (J. off. No. 8112 du 17.5.1952), ratifiant l'Accord culturel signé le 17.7.1951 à Ankara entre la Turquie et l'Italie.

Loi No. 5972 du 19.6.1952 (J. off. No. 8144 du 28.6.1952), ratifiant les Accords de commerce et de paiement avec des Annexes, conclus le 24.1.1952 à Ankara entre la Turquie et l'Italie.

PAKISTAN

Loi No. 5925 du 5.5.1952 (J. off. No. 8108 du 13.5.1952), ratifiant le Traité d'amitié signé le 26 juillet 1951 à Ankara entre la Turquie et le Pakistan.

SUEDE

Loi No. 5923 du 5.5.1952 (J. off. No. 8108 du 13.5.1952), ratifiant le Protocole à l'Accord de paiement turco-suédois du 7 juin 1948 avec ses Annexes, signé à Ankara le 14.6.1951, entre le Ministre des Affaires Etrangères de Turquie et le Ministre de Suède.

Loi No. 5924 du 5.5.1952 (J. off. No. 8108 du 13.5.1952), ratifiant l'Accord conclu à Ankara le 4.7.1951, par échange de Lettres entre le Ministre des Affaires Etrangères de Turquie et le Ministre de Suède à Ankara, sur la remise en vigueur, à dater du 15.7.1951, de l'Accord de commerce et de paiement conclu le 7.6.1948 entre la Turquie et la Suède.

Décision du Conseil des Ministres No. 3/15400 du 25.7.1952 (J. off. No. 8222 du 2.10.1952) prise en vertu des lois Nos. 4582 et 5949, prolongeant pour une durée de trois mois, à partir du 14.6.1951, l'Accord de commerce et de paiement du 7.6.1948 et le Protocole annexe du 14.6.1951, ainsi que les Lettres annexées, par les Lettres échangées à Ankara le 14.6.1952.

TCHECOSLOVAQUIE

Loi No. 5691 du 16.6.1952 (J. off. No. 8142 du 23.6.1952), ratifiant les Lettres échangées à Prague le 6 novembre 1951 entre le Ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie et le Mi-

nistr de Turquie à Prague, prorogeant jusqu'au 30 juin 1952 les Accords de commerce et de paiement conclus à Prague le 9 juillet 1949 entre la Turquie et la Tchécoslovaquie.

Loi No. 5988 du 20.6.1952 (J. off. No. 8144 du 28.6.1952), ratifiant les Lettres échangées le 19.1.1952 à Prague entre le Ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie et le Ministre de Turquie à Prague, pour la remise en vigueur, jusqu'au 30 juin 1952, du Protocole sur le tabac conclu le 10 novembre 1950 entre la Turquie et la Tchécoslovaquie.

B — ENGAGEMENTS PLURILATERAUX :

ATLANTIQUE NORD

Loi No. 5886 du 18.2.1952 (J. off. No. 3038 du 19.2.1952), ratifiant l'accession de la République turque au Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4.4.1949 et au Protocole additionnel de Londres du 17.11.1951 entre la Turquie, la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, la Grèce, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Hollande, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis d'Amérique.

JAPON (Traité de paix)

Loi No. 5935 du 12.5.1952 (J. off. No. 8112 du 17.5.1952), ratifiant le Traité de Paix entre la République turque et les autres Puissances Alliées d'une part et le Japon d'autre part, ainsi que le Protocole annexé au Traité de paix avec le Japon et deux Déclarations du Gouvernement japonais, signés à San Francisco le 8.9.1951.

UNION EUROPEENNE DES PAIEMENTS (U. E. P.)

Loi No. 5971 du 19.6.1952 (J. off. No. 8144 du 28.6.1952), ratifiant le Protocole annexe No. 2 signé le 4.8.1951 à Paris, portant amendement à l'Accord du 19.9.1950 sur l'établissement d'une Union européenne des paiements.

II — LEGISLATION INTERNE

A — LOIS (Kanunlar *) :

(*) D'après le No. de la loi.

Loi No. 5856 du 9.1.1952 (J. off. No. 8009 du 16.1.1952), ajoutant un par. à l'art. 4 de la loi No. 4081 sur la protection des biens des fermiers.

Loi No. 5859 du 14.4.1952 (J. off. No. 8013 du 21.1.1952) modifiant les art. 1 et 5 de la loi 1221 (modifiée par la loi 2020) sur l'Organisation de la Cour de Cassation ainsi que l'art. 3 de la même loi (mod. par la loi 5458), et ajoutant un par. à l'art. 4 de la loi 1221 (mod. par la loi 5458).

Loi No. 5860 du 16.1.1952 (J. off. No. 8014 du 22.1.1952), additionnelle à la loi 5602 du 16.3.1950 sur le Régistre foncier.

Loi No. 5865 du 30.1.1952 (J. off. No. 8026 du 5.2.1952), sur la démonopolisation des allumettes.

Loi No. 5866 du 30.1.1952 (J. off. No. 8026 du 5.2.1952), modifiant le No. 647 du Tarif douanier.

Loi No. 5868 du 8.2.1952 (J. off. No. 8033 du 13.2.1952), modifiant le par. 6 de l'art. 13 de la loi 3008 sur le Travail, déjà modifié par la loi 5518.

Loi No. 5881 du 15.2.1952 (J. off. No. 8041 du 22.2.1952) modifiant plusieurs articles de la loi 3070 sur le sel et ajoutant un article à cette loi.

Loi No. 5882 du 15.2.1952 (J. off. No. 8041 du 22.2.1952), ajoutant un par. à l'art. 170 de la loi 1593 sur la Santé publique.

Loi No. 5883 du 15.2.1952 (J. off. No. 8041 du 22.2.1952) modifiant des art. de la loi 904 sur l'amélioration des races.

Loi No. 5887 du 25.2.1952 (J. off. No. 8047 du 29.2.1952), sur les droits (taxes).

Loi No. 5899 du 28.2.1952 (J. off. No. 8049 du 3.3.1952), sur le budget de la Direction générale de la Santé aux frontières terrestres et dans les régions côtières pour l'année 1952.

Loi No. 5900 du 28.2.1952 (J. off. No. 8049 du 3.3.1952), sur le budget de la Direction générale des Monopoles pour l'année 1952.

Loi No. 5901 du 28.2.1952 (J. off. No. 8049 du 3.3.1952), sur le budget de la Direction générale des fermes de reproduction appartenant à l'Etat pour l'année 1952.

Loi No. 5902 du 28.2.1952 (J. off. No. 8049 du 3.3.1952), sur le budget de la Direction générale des Forêts pour l'année 1952.

Loi No. 5903 du 28.2.1952 (J. off. No. 8051 du 5.3.1952), sur le budget de la Direction générale des voies ferrées de communication et des ports pour l'année 1952.

Loi No. 5904 du 28.2.1952 (J. off. No. 8050 du 4.3.1952), sur le budget de la Direction générale des lignes aériennes pour l'année 1952.

Loi No. 5906 du 29.2.1952 (J. off. No. 8051 du 5.3.1952), sur le budget de la Direction générale des voies de communication terrestres pour l'année 1952.

Loi No. 5908 du 29.2.1952 (J. off. No. 8048 du 1.3.1952), sur le budget de l'année 1952.

Loi No. 5917 du 16.4.1952 (J. off. No. 8093 du 24.4.1952), sur les actions à raison des troubles apportés aux immeubles.

Loi No. 5918 du 25.4.1952 (J. off. No. 8099 du 2.5.1952), modifiant l'art. 4 de la loi No. 4280 ayant modifié la loi No. 1631 sur la procédure auprès des tribunaux militaires.

Loi No. 5919 du 25.4.1952 (J. off. No. 8099 du 2.5.1952), additionnelle à la loi No. 4930 ayant ajouté un art. provisoire à la loi No. 2997 sur la création et les fonctions de la Direction générale du Régistre foncier (Tapou) et du Cadastre.

Loi No. 5922 du 2.5.1952 (J. off. No. 8103 du 7.5.1952), modifiant l'art. 5 de la loi 3803 sur les Instituts de village et ajoutant un art. provisoire à cette loi.

Loi No. 5927 du 5.5.1952 (J. off. No. 8108 du 13.5.1952), modifiant les art. 33 et 35 et l'art. provisoire de la loi 4919 sur les Associations.

Loi No. 5928 du 9.5.1952 (J. off. No. 8111 du 16.5.1952), modifiant certains art. de la loi sur les Notaires.

Loi No. 5929 du 9.5.1952 (J. off. No. 8111 du 16.5.1952), modifiant le par. a de l'art. 32 de la loi No. 4772 (modifié par la loi No. 5564) sur les accidents de travail, les maladies professionnelles et les Assurances maternité.

Loi No. 5930 du 9.6.1952 (J. off. No. 8135 du 14.6.1952), sur l'indemnité accordée aux aviateurs.

Loi No. 5937 du 21.5.1952 (J. off. No. 8120 du 28.5.1952), modifiant certains art. de la Loi No. 5417 sur l'Assurance vieillesse.

Loi No. 5945 du 4.6.1952 (J. off. No. 8133 du 12.5.1952), rattachant au Ministère des Affaires Etrangères les services de l'Organisation de l'Union Economique Internationale (Loi No. 5412).

Loi No. 5949 du 9.6.1952 (J. off. No. 8134 du 13.6.1952), prorogeant la durée d'application de l'autorisation donnée au gouvernement de conclure des accords provisoires de commerce et des *modus vivendi* avec les pays étrangers et de modifier les taxes de douanes sur les marchandises rentrant dans le cadre de ces deux sortes d'accords et de prendre des mesures à l'égard des importations des Etats qui ne veulent pas conclure d'accords.

(Cette autorisation a été donnée par la loi No. 4582 du 5.6.1944; J. off. No. 5729 du 16.3.1944; elle a été prorogée par les lois Nos. 5217 et 5589).

Loi No. 5953 du 13.6.1952 (J. off. No. 8410 du 20.6.1952), réglementant les rapports entre les employeurs et les employés dans la presse.

Loi No. 5954 du 16.6.1952 (J. off. No. 8142 du 23.6.1952), sur les prêts consentis au personnel de la Direction générale des chemins de fer et des ports de l'Etat en vue de logement.

Loi No. 5955 du 16.6.1952 (J. off. No. 8142 du 23.6.1952), modifiant l'art. 13 de la loi 4274 sur l'Organisation des écoles et instituts de village et abrogeant le par. 2 de l'art. 15 de la même loi.

Loi No. 5956 du 16.6.1952 (J. off. No. 8142 du 23.6.1952), modifiant l'art. 77 de la loi provisoire sur l'enseignement primaire du 23.9.1329 (1913). [Cette loi fixe à 6 ans l'âge de l'obligation scolaire.]

Loi No. 5957 du 16.6.1952 (J. off. No. 8142 du 23.6.1952), sur les indemnités allouées au personnel des sous-marins et aux plongeurs.

Loi No. 5958 du 16.6.1952 (J. off. No. 8142 du 23.6.1952), modifiant l'art. 2 de la Loi No. 431 sur l'abolition du Califat et l'expulsion, hors du territoire de la République turque, des membres de la dynastie ottomane, et ajoutant des articles à cette loi.

Loi No. 5963 du 18.6.1952 (J. off. No. 8142 du 23.6.1952), modifiant certains art. de la loi No. 5516 sur l'assèchement des étangs et les terres ainsi obtenues et abrogeant l'art. provisoire de cette loi.

Loi No. 5964 du 18.6.1952 (J. off. No. 8142 du 23.6.1952), exemptant de taxe de monopole, ainsi que d'autres impôts et taxes, les objets monopolisés importés et bénéficiant de l'exemption douanière conformément à l'art. 18 de la loi douanière.

Loi No. 5966 du 18.6.1952 (J. off. No. 8142 du 23.6.1952), ajoutant deux paragr. à l'art. 3 provisoire de la loi 5434 sur la Caisse des retraites de la République turque.

Loi No. 5968 du 19.6.1952 (J. off. No. 8144 du 28.6.1952), additionnelle à la loi militaire No. 1111.

Loi No. 5969 du 19.6.1952 (J. off. No. 8144 du 28.6.1952), prorogeant la durée d'application de la loi No. 5436 sur la compétence donnée au gouvernement pour conclure des accords d'emprunt, d'aide et de paiement avec les Etats-Unis et les pays membres de l'Organisation de la Coopération Economique Européenne.

Loi No. 5979 du 20.6.1952 (J. off. No. 8144 du 28.6.1952), sur les conditions d'admission du corps médical aux fonctions de l'Etat.

Loi No. 5983 du 20.6.1952 (J. off. No. 8144 du 28.6.1952), modifiant le cadre du Tarif général d'entrée rattaché à la loi du tarif douanier.

Loi No. 5984 du 20.6.1952 (J. off. No. 8144 du 28.6.1952), abrogeant la loi No. 5203 sur les réductions de taxes du tarif gé-

néral pour l'entrée de certaines marchandises des États avec lesquels la Turquie a conclu un accord de commerce et de navigation et un *modus vivendi*.

Loi No. 5989 du 21.11.1952 (J. off. No. 8269 du 28.11.1952), sur la mise en réserve des droits de retraite à la suite d'une décision prise par des Conseils spéciaux.

Loi No. 5991 du 1.12.1952 (J. off. No. 8279 du 10.12.1952), sur les modifications des par. b et c de l'art. 1 de la loi No. 2517 ayant modifié les lois Nos. 1702 et 1880 sur l'avancement et le régime disciplinaire du personnel enseignant dans les écoles primaires et moyennes.

Loi constitutionnelle No. 5997 du 24.12.1952 (J. off. No. 8297 du 31.12.1952), abrogeant la loi No. 4695 et remettant en vigueur la loi constitutionnelle No. 491 du 20.4.1924 sur la Constitution de la République turque avec ses modifications ultérieures résultant des lois Nos 1222, 1893, 2599, 3115, 3272 et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la loi No. 4695. (Cette loi concerne seulement la rédaction du texte de la Constitution).

B — AUTRES SOURCES DE DROIT (*) :

1 — *Décisions de la Grande Assemblée Nationale Turque* (Türkiye Büyük Millet Meclisi Kararları) :

§ Décision interprétative de loi (Yorum) :

— Décision No. 1749 (J. off. No. 8009 du 16.1.1952), sur l'inutilité d'interpréter l'art. 3 de la loi 4598 ayant modifié certains art. de la loi 3656 et ajouté certains art. à ladite loi sur l'unification et l'égalisation des mensualités des fonctionnaires de l'État.

§ Autres décisions :

— Décision No. 1786 du 31.3.1952 (J. off. No. 8078 du 5.4.1952), sur la compétence de la Commission d'investigation (d'enquête) constituée conformément à l'art. 177 du Règlement intérieur de la G.A.N.

(*) Par date de publication au Journal officiel.

2 — *Décisions du Conseil des Ministres* (Bakanlar Kurulu Kararları) :

§ *Portant Réglements d'administration publique* (Tüzükler) :

— *Décision No. 3/14072 du 30.11.1951* (J. off. No. 8006 du 12.1.1952), mettant en vigueur un *Réglement d'administration publique* élaboré par le *Ministère du Travail*, examiné par le *Conseil d'Etat* et pris conformément aux articles 78 et 89 de la loi No. 5508 ayant modifié la loi No. 3008, sur la solution, par voie de conciliation et d'arbitrage, des conflits du travail.

— *Décision No. 3/13959 du 22.11.1951* (J. off. No. 8012 du 19.1.1952), ratifiant le *Réglement d'administration publique* annexé pris sur proposition du *Ministère de l'Intérieur*, conformément à l'article 38 de la loi No. 3512 et relatif à l'*Association de la protection de l'enfance turque* et abrogeant la *Décision No. 3/1446 du 6.9.1944*.

— *Décision No. 3/14892 du 21.4.1952* (J. off. No. 8107 du 12.5.1952), mettant en vigueur le *Réglement d'administration publique* annexé relatif au personnel subalterne du *Service de bienfaisance*.

— *Décision No. 3/15173 du 12.6.1952* (J. off. No. 8156 du 12.7.1952), mettant en application le *Réglement d'administration publique* annexé établi par le *Ministère de l'Intérieur*, examiné par le *Conseil d'Etat*, concernant l'*uniforme de la police*.

— *Décision No. 3/15233 du 1.7.1952* (J. off. No. 8178 du 7.8.1952), mettant en application le *Réglement d'administration publique*, préparé par le *Ministère du Commerce et de l'Economie* conformément la loi No. 1705 sur la répression des falsifications en matière de commerce, la surveillance et la protection des exportations, et relatif à la fabrication du savon.

— *Décision No. 3/14831 du 6.4.1952* (J. off. No. 8227 du 8.10.1952), mettant en application le *Réglement d'administration publique* pris selon la loi No. 4922 art. 12, sur la protection de la vie en mer, préparé par le *Ministère du Commerce*, examiné par le *Conseil d'Etat* et relatif au transport des marchandises dangereuses par les bateaux de commerce.

— Décision No. 3/15481 du 4.8.1952 (J. off. No. 8236 du 18.10.1952), mettant en vigueur le Règlement d'administration publique préparé par le Ministère de la Santé et de la Prévoyance sociale, examiné par le Conseil d'Etat, prescrivant les qualités requises en matière d'alimentation.

— Décision No. 3/15556 du 12.8.1952 (J. off. No. 8258 du 15.11.1952), mettant en vigueur le Règlement d'administration publique préparé sur base de l'article 55 de la loi No. 3008 sur le travail par les Ministères du Travail, de la Santé et de la Prévoyance sociale et relatif aux mesures à prendre dans les lieux de travail où existent des objets inflammables, explosifs et dangereux.

— Décision No. 3/15890 du 6.11.1952 (J. off. No. 8292 du 25.12.1952), mettant en vigueur le Règlement d'administration publique préparé par le Ministère des Douanes et des Monopoles conformément à l'article 1 de la loi No. 5881, examiné par le Conseil d'Etat et relatif aux Salines administrées par les entreprises privées.

§ Autres décisions du Conseil des Ministres :

— Décision No. 3/14121 du 20.12.1951 (J. off. No. 8004 du 28.2.1952) prise conformément à l'art. 1 de la loi No. 3763 sur la modification et l'adjonction de trois articles au Statut constitutif de l'Association du Croissant Rouge.

— Décision No. 3/14143 du 14.12.1951 (J. off. No. 8015 du 23.1.1952) prise conformément à l'article 38 de la loi No. 3512, sur proposition du Ministère de l'Intérieur, relative à la modification du Statut constitutif de l'Association de l'aviation turque.

— Décision No. 3/14308 du 9.1.1952 (J. off. No. 8046 du 28.2.1952) prise conformément à l'art. 1 de la loi No. 3763 sur le contrôle des établissements privés fabriquant des armes et des munitions de guerre en Turquie et sur propositions des Ministères de l'Intérieur, de l'Economie et du Commerce, des Douanes et des Monopoles, du Travail, de la Défense nationale, concernant la préparation d'une liste indiquant, pour l'année 1952, les armes et les munitions de guerre entrant dans le cadre de la loi No. 3763.

— Décision No. 3/14265 du 10.1.1952 (J. off. No. 8052 du 6.3.1952) sur le tarif des primes d'assurances.

— Décision No. 3/14475 du 21.2.1952 (J. off. No. 8053 du 7.3.1952) prise conformément à l'article 13 de la loi 1416, sur proposition du Ministère de l'Education nationale, relative aux allocations accordées aux étudiants résidant à l'étranger pour le compte de l'Etat, conformément au Tableau No. 19 annexé, pour l'année 1952.

— Décision No 3/14518 du 21.2.1952 (J. off. No. 8068 du 25.3.1952), prise conformément à l'article 2 de la loi 4582, dont la durée a été prorogée par la loi 4931. Proposée par le Ministère des Douanes et des Monopoles ; confirmée par les Ministères des Affaires étrangères, des Finances, de l'Economie et du Commerce et celui des Exploitations; abrogeant, à l'expiration d'une durée de trois mois à dater de sa publication, les diminutions restées en dehors de la décision No. 3/4614 du 4.9.1946 sur les abaissements de taxes au tarif général d'entrée et concernant certains objets et marchandises importés des pays avec lesquels la Turquie a conclu des traités de commerce et de navigation et des *modus vivendi*.

— Décision No. 3/14200 du 21.12.1951 (J. off. No. 8073 du 31.3.1952), modifiant l'art. 32 et ajoutant un par. à l'art. 23 de la Décision No. 13 sur la protection de la valeur de la monnaie turque mise en application par la décision No. 3/5843 du 22.5.1947.

— Décision No. 3/14566 du 13.3.1952 (J. off. No. 8073 du 31.3.1952), mettant en application la décision annexée prise sur proposition du Ministère de l'Economie et du Commerce remplaçant les listes d'exportation et d'importation résultant de plusieurs décisions antérieures.

— Décision No. 3/14643 du 7.3.1952 (J. off. No. 8091 du 21.4.1952), prise sur proposition du Ministère des Finances et mettant en vigueur le règlement simple (*Yönetmelik*), concernant l'administration et la liquidation des biens meubles et immeubles transférés au Trésor par la loi No. 5830.

— Décision No. 3/14652 du 27.2.1952 (J. off. No. 8103

du 7.5.1952), adoptant le Règlement simple sur l'administration et le capital roulant des Forêts.

— Décision No. 3/14721 du 19.3.1952 (J. off. No. 8114 du 21.5.1952), mettant en vigueur, conformément à la loi No. 5802, le Règlement simple sur les Sous-officiers.

— Décision No. 3/15166 du 9.6.1952 (J. off. No. 8161 du 18.7.1952), autorisant conformément à la loi 3512, sur proposition du Ministère de l'Intérieur, l'activité en Turquie de l'Association turque pour le droit maritime international (Deniz Ticareti Hukuku Türk Derneği) comme branche du Comité maritime international (Anvers).

— Décision No. 3/15521 du 9.9.1952 (J. off. No. 8212 du 20.9.1952), prise sur proposition du Ministère de l'Economie et du Commerce, mettant en application la décision annexée ajoutant 13 articles aux listes jointes à la décision No. 3/14566 concernant le régime du Commerce extérieur.

— Décision No. 3/15557 du 28.8.1952 (J. off. No. 8221 du 1.10.1952), mettant en vigueur la décision de coordination K/871 sur la création d'un Combinat de la viande et du poisson rattaché au Ministère de l'Economie et du Commerce.

— Décision No. 3/15534 du 29.4.1952 (J. off. No. 8261 du 19.11.1952), prise sur la proposition du Ministère des Travaux publics, conformément à la loi sur les concessions d'intérêt public. Cette décision accorde une concession à l'Etî Bank et à la Société anonyme turque d'électrification de l'Anatolie pour la région Nord-Ouest, conformément aux conditions fixées dans une Convention de concession annexée, à l'effet de construire des barrages à Sariyer sur la Sakarya et dans d'autres endroits déterminés ainsi que de créer des installations hydro-électriques et de faire des travaux pour la production et le transport de l'électricité.

3 — *Règlements simples ou arrêtés ministériels* (Yönetmelikler):

— Règlement du Ministère des Communications (J. off. No. 8003 du 9.1.1952), sur les hôpitaux des chemins de fer de l'Etat.

— Règlement élaboré selon l'art. 10 de la loi 4936 et approuvé par le Ministère de l'Education nationale le 8.1.1952 (J. off. No. 8009 du 16.1.1952), concernant le doctorat de la Faculté de droit de l'Université d'Istanbul.

— Règlement du Ministère de l'Education nationale (J. off. No. 8016 du 24.1.1952), modifiant l'article 9 du Règlement sur le régime disciplinaire des membres de l'enseignement de l'Université technique d'Istanbul.

— Règlement préparé conformément à l'article 10 de la loi universitaire No. 4936, approuvé par le Ministère de l'Education nationale le 20.2.1952 (J. off. No. 8057 du 12.3.1952), sur la création d'un Institut de sismologie rattaché à l'Université technique d'Istanbul.

— Règlement No. 3203 du Ministère de l'Agriculture (J. off. No. 8059 du 14.3.1952), pris en application de l'article 9 de la loi No. 3203, concernant le fonctionnement et l'organisation des courses de chevaux.

— Règlement élaboré conformément à l'article 10 de la loi universitaire No. 4936, approuvé par le Ministère de l'Education nationale le 7.3.1952 (J. off. No. 8069 du 26.3.1952), sur la création d'un Institut d'aviation civile rattaché à l'Université technique d'Istanbul.

— Règlement du Ministère des Travaux publics du 8.3.1952 (J. off. No. 8071 du 28.3.1952), sur les conditions de participation aux adjudications faites par la Direction générale des communications terrestres.

— Règlement préparé conformément à l'article 10 de la loi universitaire No. 4936, approuvé par le Ministère de l'Education nationale le 28.3.1952 (J. off. No. 8083 du 11.4.1952), concernant la création d'un Centre d'informations techniques turques rattaché à l'Université technique d'Istanbul.

— Règlement élaboré conformément à l'article 10 de la loi universitaire No. 4936, approuvé par le Ministère de l'Education nationale le 27.3.1952 (J. off. No. 8093 du 24.4.1952), concer-

nant la création d'un Institut des Finances rattaché à la Faculté des Sciences politiques de l'Université d'Ankara.

— Règlement du Ministère de l'Agriculture (J. off. No. 8103 du 7.5.1952 p. 3538), sur l'enregistrement du pedigree des chevaux pur sang d'origine arabe et d'origine anglaise se trouvant en Turquie.

— Règlement préparé conformément à l'article 10 de la loi universitaire No. 4936, approuvé par le Ministère de l'Instruction publique le 22.4.1952 (J. off. No. 8129 du 7.6.1952), sur la création d'un Institut d'Hydrogéologie rattaché à l'Université technique d'Istanbul.

— Règlement du Ministère des Travaux publics, élaboré conformément à l'article 1 par. H de la loi No. 3611 (J. off. No. 8159 du 16.9.1952), concernant les concours d'architecture et d'urbanisme.

— Règlement du Ministère de l'Education nationale ajoutant un paragraphe à l'article 11 et modifiant des articles du Règlement sur l'Ecole des langues de l'Université d'Istanbul (J. off. No. 8168 du 16.7.1952).

— Règlement du Ministère de l'Education nationale (J. off. No. 8188 du 19.8.1952), sur l'examen de spécialité qu'auront à subir ceux qui se présenteront au docentat d'une branche de sciences ne figurant pas parmi les branches spécialisées de la Faculté de Médecine de l'Université d'Ankara.

— Règlement préparé conformément à l'art. 10 de la loi universitaire No. 4936, approuvé par le Ministère de l'Education nationale (J. off. No. 8195 du 27.8.1952), portant création, sur base de l'article 2 de la loi 4936, de l'Institut des Sciences administratives rattaché à la Faculté des Sciences politiques de l'Université d'Ankara.

— Règlement élaboré conformément à l'art. 10 de la loi universitaire No. 4936, approuvé par le Ministère de l'Education nationale (J. off. No. 8196 du 28.8.1952), créant sur base de l'art. 2 de la loi 4936, un Institut de droit pénal et de criminologie rattaché à la Faculté de droit de l'Université d'Ankara.

— Règlement du Ministère de la Santé et de la protection sociale (J. off. No. 8208 du 16.9.1952), approuvé par le Ministère de l'Intérieur, pris conformément à l'art. 1, par. z de la loi 1332, sur la lutte contre la tuberculose dans l'armée.

— Règlement préparé conjointement par les Ministères des Finances et des Communications, conformément à l'art. 6 de la loi No. 5954 (J. off. No. 8220 du 30.9.195), mettant en vigueur la loi No. 5954 sur les prêts d'argent avec condition d'affectation à un logement.

— Règlement du Ministère de l'Education nationale (J. off. No. 8227 du 8.10.1952), sur les publications techniques et scientifiques de l'Université technique d'Istanbul.

— Règlement (J. off. No. 8287 du 19.12.1952), préparé conformément à l'art. 10 de la loi universitaire No. 4936, accepté par le Ministère de l'Education nationale le 10.12.1952, créant l'Institut de l'Habitation et de l'Urbanisme rattaché à la Faculté des Sciences politiques de l'Université d'Ankara.

— Règlement préparé conformément à l'article 10 de la loi universitaire No. 4936, accepté par le Ministère de l'Education nationale le 10.12.1952 (J. off. No. 8295 du 29.12.1952), créant un Institut des Relations internationales rattaché à la Faculté des Sciences politiques de l'Université d'Ankara.

A N N E E 1 9 5 3 (*)

I — ACTES INTERNATIONAUX.

A — ENGAGEMENTS BILATERAUX (par pays) :

ALLEMAGNE FEDERALE DE BONN

Loi No. 6031 du 23.1.1953 (J. off. No. 8324 du 2.2.1953), ratifiant l'Accord de commerce et de paiement et ses Annexes, signé à Ankara le 16 février 1952, entre la Turquie et l'Allemagne fédérale.

ESPAGNE

Décision du Conseil des Ministres No. 4/714 du 9.5.1953

(*) Jusqu'au 30.6.1953.

(J. off. No. 8427 du 6.6.1953), ratifiant, conformément à la compétence donnée au gouvernement par les lois 4582 et 5949, le Protocole du 8.4.1953 annexe aux Accords de commerce et de paiement du 19.6.1951 entre la Turquie et l'Espagne.

FRANCE

Décision du Conseil des Ministres No. 3/15749 du 8.10.1952 (J. off. No. 8356 du 11.3.1953), ratifiant, conformément à la compétence donnée au gouvernement, par les lois 4582 et 5949, le Protocole du 28 août 1952 annexé à l'Accord de commerce du 31 août 1946 entre la Turquie et la France.

INDE

Circulaire du Ministère de l'Economie et du Commerce No. 447 (J. off. No. 8444 du 29.6.1953), faisant connaître qu'un Accord de commerce (texte annexé) a été conclu à New-Delhi entre la Turquie et l'Inde le 4.6.1953. (Cet Accord est entré en vigueur le 4 juin 1953 pour une durée de 12 mois à partir de cette date.)

ISRAEL

Décision du Conseil des Ministres No. 4/713 du 13.5.1953 (J. off. No. 8425 du 4.6.1953), ratifiant, conformément aux lois 4582 et 5949, les Lettres échangées à Ankara le 4.4.1953 concernant la vente de 30.000 tonnes de blé à Israël (texte turc des lettres échangées).

SUEDE

Décision du Conseil des Ministres No. 4/582 du 9.4.1953 (J. off. No. 8420 du 29.5.1953), ratifiant, conformément aux lois 4582 et 6949, les Lettres échangées le 16.3.1953 à Ankara prolongeant jusqu'au 3 juin 1953 la durée de l'Accord de commerce et de paiement du 7.6.1948 et le Protocole annexé ainsi que les Lettres annexées à ce Protocole le 14.6.1951. (texte turc des Lettres échangées).

Circulaire du Ministre de l'Economie et du Commerce No. 438 (J. off. No. 8386 du 15.4.1953), avisant les intéressés que la durée des Accords de commerce et de paiement du 7 juin 1948, ain-

si que celle du Protocole annexe du 14.6.1951 et des Lettres jointes à ce Protocole entre la Turquie et la Suède est prolongée du 15 mars 1953 jusqu'au 30 juin 1953.

Circulaire du Ministère de l'Economie et du Commerce No. 445 (J. off. No. 8429 du 9.6.1953), informant de la prorogation jusqu'au 30 juin 1953, par les Lettres échangées, de l'Accord de commerce et de paiement du 7.6.1948 prenant fin le 16.3.1953.

YOUGOSLAVIE

Circulaire No. 434 du Ministère de l'Economie et du Commerce (J. off. No. 8376 du 3.4.1953), par laquelle ce Ministère informe que le texte turc des Accords de commerce et de paiement et celui des Protocoles annexes signés le 26.2.1953 à Ankara entre la Turquie et la Yougoslavie entreront en vigueur le 1.3.1953; ces Accords et Annexes remplacent le *modus vivendi* aux Accords de commerce et de paiement conclus à Ankara le 5 janvier 1950. En outre, un Traité de commerce et de navigation ayant été conclu entre les Pays Contractants et permettant l'application du traitement de la Nation la plus favorisée sur certaines matières, remplacera l'ancien *modus vivendi*.

Décision du Conseil des Ministres No. 4/443 du 26.3.1953 (J. off. No. 8415 du 23.5.1953), ratifiant, conformément à la compétence donnée au gouvernement par les lois 4582 et 5949, un Accord de commerce et un Accord de paiement avec ses Annexes, conclus à Ankara le 26.2.1952 entre la Turquie et la Yougoslavie (texte des accords en turc).

B — ENGAGEMENTS PLURILATERAUX :

CONSEIL DE COOPERATION DOUANIÈRE

Loi No. 6022 du 21.1.1953 (J. off. No. 8321 du 29.1.1953), ratifiant la Convention concernant la fondation du Conseil de coopération douanière signée à Bruxelles le 15 décembre 1950, ainsi que le Protocole sur les groupes d'études de l'Union douanière européenne, signé à Bruxelles à la même date.

CONSEIL DE L'EUROPE

Loi No. 6022 du 21.1.1953 (J. off. No. 8321 du 29.1.1953), ratifiant les amendements apportés au Statut du Conseil de l'Eu-

rope figurant dans le procès-verbal *ad hoc* établi par le Secrétaire Général du Conseil le 22.5.1951, et modifiant la loi No. 5456 du 11.12.1949 sur le Conseil de l'Europe.

CONVENTIONS DE GENEVE

Loi No. 6020 du 21.1.1953 (J. off. No. 8322 du 30.1.1953), ratifiant les IV Conventions de Genève du 12 août 1949 : Convention No. I pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne-Convention No. II pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer-Convention No. III relative au traitement des prisonniers de guerre-Convention No. IV relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. Acte final de la Conférence (texte en turc).

JAPON (Traité de Paix)

Loi No. 6080 du 25.3.1953 (J. off. No. 8374 du 1.4.1953), ratifiant l'Accord entre la Turquie et les autres Puissances Alliées et le Japon, signé à Washington le 12 juin 1952, portant sur le règlement des différends qui surgiraient en application du par. a de l'Art. 15 du Traité de Paix conclu entre la Turquie et les autres Puissances Alliées et le Japon.

LIBERIA (Accord général)

Circulaire du Ministère des Douanes et des Monopoles, annexe à la communication générale No. 5238/843 du 9.10.1952 (J. off. No. 8431 du 11.6.1953). Dans la communication ci-dessus il était indiqué que les membres des pays entrant dans l'Accord général bénéficieront de la liste de compensation turque. Le Délégué permanent auprès de l'O.N.U., ayant informé que le Libéria se retirerait le 30 juin 1953 de l'Accord général du tarif douanier et du commerce, à partir de cette date les marchandises provenant du Libéria cesseront de bénéficier de la liste de compensation turque.

PACTE BALKANIQUE TRIPARTITE

Loi No. 6087 du 18.5.1953 (J. off. No. 8415 du 23.5.1953), ratifiant le Traité d'amitié et de coopération signé à Ankara le 28.2.1953 entre la Turquie, la Grèce et la Yougoslavie (Texte français publié à la partie documentaire de ce numéro).

UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Décision du Conseil des Ministres No 3/16.163 du 30.12.1952 (J. off. No. 8345 du 26.2.1953) ratifiant, conformément à la compétence accordée au Gouvernement par les lois 4582 et 5949, les Lettres échangées à Ankara le 30.9.1952, prolongeant pour une durée de trois mois l'Accord de paiement du 2.12.1948 prenant fin le 30.9.1952 entre la Turquie et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise.

Décision du Conseil des Ministres No. 4/492 du 3/4/1953 (J. off. No. 8407 du 12.5.1953), ratifiant, conformément à la compétence donnée au Gouvernement par les lois 4582 et 5949, les Lettres échangées à Ankara le 31.12.1952 relatives à la prolongation, pour une durée de six mois, de l'Accord de paiement du 2.12.1948, dont la durée a pris fin le 31.12.1952 (texte des Lettres en turc).

II — LEGISLATION INTERNE (*)**A — LOIS (Kanunlar) :**

Loi No. 5998 du 5.1.1953 (J. off. No. 8307 du 13.1.1953), modifiant le par. 1 de l'art. 1 additionnel et l'art. provisoire de la loi 5672 ayant abrogé certains articles de la loi No. 442 sur les Villages, et modifiant l'art. 46 de cette dernière loi avec adjonction d'autres articles.

Loi No. 5999 du 5.1.1953 (J. off. No. 8307 du 13.1.1953), modifiant des art. de la loi No. 2514 du 16.6.1934 sur la Cour des Comptes, et ajoutant un article à cette loi.

Loi No. 6004 du 9.1.1953 (J. off. No. 8311 du 17.1.1953), ajoutant un art. provisoire à la loi No. 5457 ayant modifié des articles et ajouté deux art. provisoires à la loi No. 2556 sur les Magistrats.

Loi No. 6010 du 12.1.1953 (J. off. No. 8312 du 19.1.1953), modifiant l'article 1 annexe à la loi 5671 ayant ajouté certains articles et modifié d'autres articles à la loi sur l'établissement d'un

(*) D'après le No. de la loi.

Chef de village et d'un Conseil des Anciens dans les villes et les villages, et ajoutant un article provisoire à la loi 5671.

Loi No. 6013 du 16.1.1953 (J. off. No. 8315 du 22.1.1953), modifiant le par. c de l'article 40 de la loi sur les Caisses de retraites de la République turque.

Loi No. 6014 du 16.1.1953 (J. off. No. 8315 du 22.1.1953), faisant bénéficier les membres de l'enseignement des écoles privées turques rattachées au Ministère de l'Education nationale pour leur nomination et leur contrôle, des dispositions de l'article provisoire 65 de la loi sur la Caisse des retraites de la République turque.

Loi No. 6023 du 23.1.1953 (J. off. No. 8323 du 31.1.1953), sur l'Union des médecins turcs.

Loi No. 6026 du 23.1.1953 (J. off. No. 8323 du 31.1.1953), portant addition d'un article à la loi No. 5680 sur la Presse.

Loi No. 6032 du 28.1.1953 (J. off. No. 8325 du 3.2.1953), sur l'attribution des sommes perçues au titre de service aux garçons d'hôtel, de pension, de restaurant, etc. ainsi qu'aux employés de même catégorie professionnelle.

Loi No. 6033 du 28.1.1953 (J. off. No. 8325 du 3.2.1953), créant une Faculté des Mines à l'Université technique d'Istanbul.

Loi No. 6034 du 28.1.1953 (J. off. No. 8325 du 3.2.1953), relative à la construction de bâtiments et aux laboratoires de la Faculté des Mines rattachée à l'Université technique de l'Université d'Istanbul.

Loi No. 6037 du 2.2.1953 (J. off. No. 8328 du 6.2.1953), sur la modification des tableaux annexés à la loi budgétaire de 1952.

Loi No. 6051 du 13.2.1953 (J. off. No. 8342 du 23.2.1953), modifiant le par. 1 de l'art. 36 de la loi 5680 sur la presse.

Loi No. 6056 du 25.2.1953 (J. off. No. 8347 du 28.2.1953), sur le budget de l'Université d'Ankara pour l'année 1953.

Loi No. 6057 du 25.2.1953 (J. off. No. 8347 du 28.2.1953), sur le budget de l'Université d'Istanbul pour l'année 1953.

Loi No. 6058 du 25.2.1953 (J. off. No. 8347 du 28.2.1953), sur le budget de l'Université technique d'Istanbul pour l'année 1953.

Loi No. 6060 du 26.2.1953 (J. off. No. 8345 supplément du 28.2.1953), prolongeant la durée de validité de la loi No. 1567 sur la protection de la valeur de la Monnaie turque, déjà plusieurs fois prorogée.

Loi No. 6067 du 27.2.1953 (J. off. No. 8349 du 3.3.1953), sur le budget de la Direction générale des fermes de l'Etat pour l'année 1953.

Loi No. 6069 du 27.2.1953 (J. off. No. 8349 du 3.3.1953), sur le budget de la Direction générale des chemins de fer et des ports pour l'année 1953.

Loi No. 6070 du 27.2.1953 (J. off. No. 8350 du 4.3.1953), sur le budget de la Direction générale des lignes aériennes d'Etat pour l'année 1953.

Loi No. 6071 du 27.2.1953 (J. off. No. 8350 du 4.3.1953), sur le budget de la Direction générale des P.T.T. pour l'année 1953.

Loi No. 6072 du 28.2.1953 (J. off. No. 8350 du 4.3.1953), sur le budget de la Direction générale des Fondations pieuses pour l'année 1953.

Loi No. 6073 du 28.2.1953 (J. off. No. 8350 du 4.3.1953), sur le budget de la Direction générale de la culture physique pour l'année 1953.

Loi No. 6074 du 28.2.1953 (J. off. No. 8351 du 5.3.1953), sur le budget de la Direction générale des forêts pour 1953.

Loi No. 6075 du 28.2.1953 (J. off. No. 8351 du 5.3.1953), sur le budget de la Direction générale des Monopoles pour l'année 1953.

Loi No. 6076 du 28.2.1953 (J. off. No. 8348 du 2.3.1953), sur le budget général de l'année 1953.

Loi No. 6077 du 25.3.1953 (J. off. No. 8374 du 1.4.1953), sur le service obligatoire des officiers et des fonctionnaires et sur leur démission.

Loi No. 6078 du 25.3.1953 (J. off. No. 8374 du 1.4.1953), modifiant l'art. 114 de la loi pénale militaire No. 1632.

Loi No. 6081 du 30.3.1953 (J. off. No. 8377 du 4.4.1953), portant addition à la loi No. 3312 sur l'organisation du Ministère des Affaires étrangères.

Loi No. 6082 du 13.4.1953 (J. off. No. 8391 du 21.4.1953), modifiant l'article de la loi 1221 sur l'organisation de la Cour de Cassation.

Loi No. 6084 du 6.5.1953 (J. off. No. 8406 du 12.5.1953), abrogeant l'article 30 de la loi de protection nationale (loi sur les loyers).

Loi No. 6085 du 11.5.1953 (J. off. No. 8411 du 18.5.1953), sur le trafic par voie terrestre.

Loi No. 6086 du 13.5.1953 (J. off. No. 8414 du 22.5.1953), sur l'encouragement à l'industrie touristique.

Loi No. 6088 du 29.5.1953 (J. off. No. 8426 du 5.6.1953), modifiant le paragraphe c ajouté par la loi No. 5651, alinéa 7, de l'article 17 de la loi No. 5383 sur les douanes.

Loi No. 6089 du 10.6.1953 (J. off. No. 8434 du 17.6.1953), portant addition aux lois No. 3132, 4100, 4649 et 5252 et autorisant le Ministre des Travaux publics à prendre l'engagement pour les années allant jusqu'à 1960, d'effectuer les travaux pour de nouvelles adductions d'eau.

B — AUTRES SOURCES DE DROIT (*)

1 — *Décisions de la Grande Assemblée Nationale Turque* (Türkiye Büyük Millet Meclisi Kararları) :

§ *Décisions interprétatives (Tefsir)* :

(*) D'après la date de publication au Journal Officiel.

— Décision No. 1827 du 6.2.1953 (J. off. No. 8337 du 17.2.1953), par laquelle il n'y a pas lieu d'interpréter l'art. 35 de la loi 5682 sur le passeport.

— Décision No. 1828 du 6.2.1953 (J. off. No. 8339 du 19.2.1953), par laquelle il n'y a pas lieu d'interpréter l'art. 64 de la loi No. 788 sur les fonctionnaires, modifiée par la loi 2919.

§ Autre décision :

— Résolution No. 1829 du 22.2.1953) (J. off. No. 8344 du 25.2.1953), exprimant le salut et la sympathie de la G.A.N. à l'héroïque brigade turque luttant en Corée.

2 — *Décisions du Conseil des Ministres (*) portant Règlements d'administration publique (**)* :

— Décision No. 4/653 du 28.4.1953 (J. off. No. 8413 du 21.5.1953), mettant en vigueur le Règlement d'administration publique annexé préparé par le Ministère de l'Intérieur, examiné par le Conseil d'Etat, modifiant l'art. 10 du Règlement du 24.12.1937 No. 2/7756 modifié par la décision No. 12239 du 7.11.1939 sur l'organisation et les attributions de la gendarmerie.

— Décision No. 4/706 du 4.5.1953 (J. off. No. 8429 du 9.6.1953), mettant en application le Règlement d'administration publique préparé par le Ministère du Travail sur base de l'art. 12 de la loi 6032, examiné par le Conseil d'Etat, relatif à l'attribution aux garçons d'hôtel, de pension, de restaurant et employés de mê-

(*) Une décision du Conseil des Ministres publiée au Journal Officiel (Resmî Gazete) du 30.6.1953, date à laquelle nous arrêtons cette nomenclature législative, indiquait la composition suivante du Conseil des Ministres : Président du Conseil, deux Ministres d'Etat sans portefeuille; les Ministres de la Justice, de la Défense nationale, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Finances, de l'Education nationale, des Travaux publics, de l'Economie et du Commerce, de la Santé et de la Prévoyance sociale, des Douanes et des Monopoles, de l'Agriculture, des Communications, du Travail, des Exploitations.

(**) Depuis l'adoption de la loi constitutionnelle No. 5997 le Règlement d'administration publique a repris son ancienne dénomination de Nizamname.

me catégorie, de sommes perçues, au titre de service, des consommateurs.

— Décision No. 4/800 du 28.5.1953 (J. off. No. 8429 du 9.6.1953), mettant en vigueur le Règlement d'administration publique préparé par le Ministère des Finances conformément à l'art. 123 de la loi 5434, soumis à l'examen du Conseil d'Etat, sur l'Inspectorat des Caisses de retraite de la République turque.

— Décision No. 4/904 du 4.6.1953 (J. off. No. 8440 du 24.6.1953), mettant en vigueur le Règlement d'administration publique préparé par le Ministère des Communications, examiné par le Conseil d'Etat, modifiant l'art. 8 du Règlement d'administration publique sur les marins et ajoutant deux notes au Tableau No. 3 joint à l'art. 6 du Règlement d'administration publique mis en vigueur par décision du Conseil des Ministres No. 3/12991 du 8.5.1951 (J. off. No. 7842).

§ Autres décisions du Conseil des Ministres :

— Décision No. 4/69 du 19.1.1953 (J. off. No. 8361 du 17.3.1953), prise sur la proposition du Ministère de la Défense nationale et sur les observations conformes des Ministères de l'Intérieur, des Douanes et des Monopoles, de l'Economie et du Commerce, du Travail, conformément à l'art. 6 de la loi 3763 sur le contrôle des établissements industriels privés fabriquant des armes et des munitions de guerre en Turquie. Cette décision donne la liste pour l'année 1953, des industries entrant dans le cadre de ladite loi.

— Décision No. 4/15 du 7.1.1953 (J. off. No. 8370 du 27.3.1953), mettant en vigueur le règlement simple pris sur la proposition du Ministère de la Défense nationale relatif aux transferts de militaires et remplaçant le règlement simple sur le même objet mis en vigueur par la décision du Conseil des Ministres No. 3/1810 du 15.11.1944.

— Décision No. 4/391 du 11.3.1953 (J. off. No. 8404 du 9.5.1953), prise sur proposition du Ministère de l'Intérieur, et abrogeant le Règlement sur le registre et le curriculum vitae des gendarmes accepté par le Règlement simple du 17.4.1935 et concernant le registre de la gendarmerie.

— Décision No. 4/517 du 7.4.1953 (J. off. No. 8405 du 11.5.1953), prise sur proposition du Ministère de la Santé et de la Prévoyance sociale, approuvée par le Ministère de l'Agriculture, modifiant l'art. 23 du Règlement simple fait en application de la loi No. 3039 concernant les rizières.

— Décision No. 4/669 du 28.4.1953 (J. off. No. 8416 du 25.5.1953), proposée et préparée par le Ministère de l'Intérieur approuvée par le Ministère des Finances, mettant en vigueur le Règlement simple sur les subventions accordées à l'occasion du Congrès des sciences administratives devant se tenir à Istanbul en 1953.

— Décision No. 4/691 du 30.4.1953 (J. off. No. 8417 du 26.6.1953) proposée et préparée par le Ministère des Finances, mettant en vigueur le Règlement simple sur la Direction générale des Papeteries et Imprimeries de l'Etat et abrogeant le règlement simple mis en vigueur par la Décision No. 3/11362 du 9.6.1950.

— Décision No. 4/579 du 6.4.1953 (J. off. No. 8428 du 8.6.1953), prise par les Ministères de l'Agriculture et des Finances, mettant en vigueur le Règlement simple prévu par l'art. 5 de la loi 5659, relatif aux fonctions et aux compétences du Directeur et du personnel de la ferme forestière d'Atatürk.

— Décision No.4/531 du 6.4.1953 (J. off. No. 8441 du 25.6.1953), préparée par une Commission composée des représentants des Ministères intéressés, déterminant les règles à suivre pour écarter les difficultés que peuvent rencontrer dans leur voyage les citoyens turcs se rendant en pèlerinage en Arabie séoudite et pour faciliter, en les réunissant, l'application des dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

3 — *Réglements simples ou arrêtés ministériels* (*) :

— Règlement (sans indication de Ministère), concernant les installations intérieures et le Cahier des charges scientifiques du gaz (J. off. No. 8367 du 24.3.1953).

(*) Depuis l'adoption de la loi constitutionnelle No. 5997 le Règlement simple ou arrêté ministériel a repris son ancienne dénomination de **Talimatname**.

— Règlement du Ministère de l'Education nationale (J. off. No. 8399 du 4.5.1953), sur le doctorat de la Faculté de Théologie de l'Université d'Ankara.

— Règlement du Ministère de l'Education nationale (J. off. No. 8405 du 11.5.1953), sur le doctorat de la Faculté d'Agriculture de l'Université d'Ankara.

— Règlement du Ministère des Exploitations de l'Etat (J. off. No. 8418 du 27.5.1953), pris sur base de la compétence accordée par les décisions du Comité de coordination Nos. 5 et 348, mis en vigueur par les décisions du Conseil des Ministres Nos 2/12899 et 2/18109, abrogeant le règlement du 29.7.1952 (J. off. No. 8170), et adoptant un nouveau règlement concernant la vente et la distribution du charbon.

— Règlement du Ministère de l'Education nationale (J. off. No. 5437 du 20.6.1953), concernant la création de l'Institut des Arts turcs et islamiques rattaché à la Faculté de Théologie de l'Université d'Ankara.

— Règlement du Ministère de l'Education nationale (J. off. No. 8445 du 30.6.1953), modifiant des art. du règlement sur le doctorat de la Faculté de droit de l'Université d'Ankara.

4 — Circulaire (Tamim) :

— Circulaire du Ministère de l'Economie et du Commerce No. 442 (J. off. No. 8418 du 27.5.1953), interprétant l'art. 4 de l'Accord de commerce turco-israélien (loi No. 5707), à propos de la nécessité de fournir des certificats d'origine pour les marchandises importées d'Israël.

Prof. Ord. Dr. CH. CROZAT
Assistant Dr. H. EROĞLU

*) Lire p. 269 : Loi No. 6085 du 11.5.1953 (J. off. No. 8411 du 18.5.1953) sur la circulation routière.